

Rénovation énergétique : la Wallonie annonce les contours de son futur régime de soutien

Le futur régime de soutien à la rénovation énergétique, qui entrera en vigueur le 1er octobre 2026 en Wallonie, évoluera vers un système unique de prêt aidé, centré sur les logements les plus énergivores. Objectif ? Garantir l'efficacité, la soutenabilité et la lisibilité du système pour les usagers.

En début de législature, le précédent système de soutien à la rénovation a montré ses limites. Multiplication et chevauchements de dispositifs au travers de plus de 120 primes différentes, délais de traitement de deux ans et dérapage budgétaire d'1 milliard d'euros ont menacé la pérennité même des aides accordées aux ménages. Face à ce constat, le Gouvernement wallon a pris la décision d'initier une réforme de fond. Un régime temporaire — restant le plus avantageux du pays — a d'abord été mis en place afin d'éviter un arrêt brutal du soutien qu'un moratoire aurait provoqué, tout en rétablissant progressivement l'équilibre financier.

L'ambition est désormais de tourner définitivement cette page en construisant un dispositif simple, lisible, efficace et financièrement soutenable, capable d'accompagner durablement les Wallonnes et les Wallons. A cet effet, le Gouvernement a approuvé, ce jeudi, les modalités du nouveau régime de soutien, qui entrera en vigueur au 1^{er} octobre 2026. Objectif ? Eradiquer les passoires énergétiques.

En pratique :

1. Focus sur les passoires et exigence de « saut de label » : le soutien régional sera dorénavant réservé aux projets de rénovation visant des logements :

- disposant d'un label **PEB G ou F** et dont les travaux leur permettront d'atteindre au **minimum** le **label D** ($E_{SPEC} \leq 340 \text{ KWh/m}^2.\text{an}$);
- disposant d'un label **PEB E** et dont les travaux leur permettront d'atteindre au **minimum** le **label C** ($E_{SPEC} \leq 255 \text{ KWh/m}^2.\text{an}$).

Cette approche vise la sortie des passoires énergétiques, qui représentent aujourd'hui l'un des principaux défis du parc immobilier wallon. Il s'agit également de maximiser l'impact de chaque euro public investi, en soutenant des projets d'une certaine ampleur.

2. Aide calibrée en fonction des revenus et de l'économie d'énergie induite pas les travaux projetés

3. Montant du crédit réhaussé : le montant pouvant être emprunté sera porté à **75.000 euros** pour les maisons unifamiliales, **contre 60.000 euros jusqu'ici**. Et ce, afin de mieux tenir compte du coût réel des rénovations énergétiques visées par le nouveau régime.

4. Lisibilité et simplicité : un seul outil, le prêt, structurera l'aide régionale en deux axes :

- **Le Rénopack**, c'est-à-dire un **prêt à taux zéro** assorti d'une **réduction du montant à rembourser assimilable à une subvention**. Ce dispositif, déjà bien connu des citoyens, concernera les ménages de catégories C1, C2 et C3.

- **Le Rénoprêt**, c'est-à-dire un **prêt à taux**, fonction de la catégorie de revenus du ménage demandeur. Ce prêt sera réservé aux personnes relevant de la catégorie de revenus C4, aux propriétaires-bailleurs et aux associations de copropriétaires.

Catégorie de revenus ¹	Taux	Réduction du montant à rembourser ²
C1 Jusqu'à 28.900 €	0 %	50 %
C2 De 28.900,01 € à 41.100 €	0 %	40 %
C3 De 41.100,01 € à 67.100 €	0 %	15 %
C4 De 67.100,01 € à 122.800 €	Variable	0 %

¹ Montants indexés au 1er janvier 2026. Une réduction de 5.000 € par personne à charge sera également appliquée au montant des revenus imposables.

² Majoration comprise de 5% pour l'utilisation d'écomatériaux

L'aide régionale sera calculée globalement sur l'ensemble des travaux éligibles (toiture, isolation, châssis, chauffage...) du projet de rénovation, et non plus poste par poste. Cette évolution simplifiera les démarches et favorisera une approche cohérente de la rénovation énergétique.

A noter, le Rénoprêt pourra afficher un taux zéro dans le cas particulier des travaux d'adaptation du logement au handicap ainsi que des travaux de réhabilitation rendus nécessaires à la suite d'une calamité naturelle reconnue. Dans les autres cas, il offrira un taux préférentiel par rapport aux conditions de marché (banques).

5. Parcours cohérent : pour accéder aux prêts, les ménages demandeurs devront **impérativement réaliser un audit** préalablement aux travaux. L'audit, qui fait partie de la liste des investissements éligibles, permet en effet d'identifier les travaux prioritaires, de planifier les différentes étapes de rénovation et d'éviter les situations où certains investissements empêchent ou compliquent des interventions futures.

Pour les ménages relevant de la catégorie de revenus C1, l'expertise énergétique réalisée dans le cadre de l'octroi d'un Rénopack pourra valoir pour audit. Son coût pourra être intégré au financement.

6. Appartements et copropriétés : le soutien sera adapté aux spécificités des immeubles à appartements.

Pour les travaux réalisés dans les parties privatives, chaque logement pourra bénéficier d'un financement (Rénopack/Rénoprêt) allant jusqu'à 60.000 euros. Les revenus du ménage demandeur ne peuvent toutefois pas excéder les 122.800 €.

Pour les travaux réalisés dans les parties communes, les associations de copropriétaires pourront bénéficier d'un prêt à taux zéro (Rénoprêt) pouvant atteindre 60.000 euros par logement, avec un plafond global fixé à :

- 600.000 euros pour les copropriétés de moins de 20 lots ;
- 750.000 euros pour les copropriétés de 20 lots ou plus.

Les travaux devront s'appuyer sur un audit spécifique aux immeubles à appartement et répondre aux recommandations qui y sont formulées.

7. Maîtrise budgétaire : afin de garantir la soutenabilité du système de soutien dans la durée, et d'éviter ainsi les dérives budgétaires passées, la Wallonie fixera chaque année, dans le décret budgétaire, l'enveloppe consacrée pour l'exercice suivant. Ce mécanisme de monitoring permettra d'assurer un suivi permanent des engagements pris par la Région et de garantir la pérennité du régime au bénéfice des citoyens.

8. Accompagnement renforcé : la réforme vise également à mieux guider les ménages tout au long de leur projet de rénovation.

Aujourd'hui, de nombreux acteurs interviennent déjà en Wallonie (Guichets Énergie, Espaces Wallonie, Plateformes Locales de Rénovation Énergétique, SWCS, FLW, Réno+, etc.), mais leur action demeure insuffisamment coordonnée. Les citoyens sont souvent amenés à multiplier les interlocuteurs, tandis que certaines zones restent moins bien couvertes et que l'accompagnement approfondi demeure trop limité.

Le Gouvernement entend dès lors créer un véritable « parcours du rénovateur », afin que les candidats-rénovateurs ne soient plus laissés seuls face à la complexité d'un projet de rénovation. L'objectif est de proposer un accompagnement structuré depuis les premiers conseils jusqu'au suivi après les travaux, en passant par le diagnostic, le financement et le chantier.

Conformément aux recommandations européennes, ce dispositif reposera sur des « guichets uniques ». Il ne s'agit pas de créer une nouvelle administration ou un nouveau bâtiment, mais bien de mieux coordonner les opérateurs existants afin d'offrir aux citoyens un point d'entrée simple, quel que soit l'organisme amené ensuite à intervenir et un niveau d'accompagnement uniforme sur l'ensemble du territoire wallon.

À terme, trois niveaux d'accompagnement seront proposés en fonction des besoins des ménages :

- **Niveau 1** : information et conseils
- **Niveau 2** : accompagnement personnalisé pour préparer le projet, rechercher les financements et accomplir les démarches administratives ;
- **Niveau 3** : prise en charge quasi complète du projet, y compris le suivi des travaux.

L'accompagnement sera déployé progressivement :

- **À partir du 1er octobre 2026**, le nouveau dispositif s'appuiera sur les structures existantes, dont les missions seront clarifiées et harmonisées.
- **À partir du 1er janvier 2028**, la future Agence wallonne de l'Habitation pilotera le dispositif cible, avec un système d'agrément des opérateurs, des outils communs et une couverture territoriale renforcée.

Cécile Neven, Ministre de l'Énergie et du Logement : « Avec ce nouveau régime, nous concentrerons désormais les moyens publics là où ils produisent le plus d'impact, c'est-à-dire en priorité sur les passoires énergétiques. Nous simplifions également l'accès au soutien, nous renforçons l'aide aux ménages qui en ont le plus besoin et nous garantissons un cadre financièrement soutenable, permettant de continuer à accompagner durablement »

les citoyens dans leurs parcours de rénovation. Nous tournerons au passage la page d'un système de primes trop complexes, trop coûteuses et trop peu efficaces. »